



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 276 du 13 février 2023

PORTANT PRESCRIPTION DE MESURES D'URGENCE

SOCIETE SMFF

Commune de FONTAINE-FRANCAISE (21610)

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Vu le code de l'environnement, en particulier le titre premier du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-8, L.511-1, L.211-1, L. 512-20, R. 512-69 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 654 du 6 septembre 2019 autorisant la société SMFF à exploiter des installations classées sur le territoire de la commune de Fontaine-Française ;

Vu la déclaration d'accident du 23 novembre 2022 conformément à l'article R.512-69 du code susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 janvier 2023 faisant suite à la déclaration d'accident ;

Vu le courrier du 6 janvier 2023 transmettant le rapport d'inspection à l'exploitant ;

Vu les observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société SMFF a déclaré :

- que des travaux réalisés au cours du mois d'août 2022 ont entraîné le percement accidentel d'une canalisation enterrée d'alimentation en fioul des chaudières situées dans les ateliers ;
- que la fuite a été constatée le lundi 21 novembre 2022 ;
- que le volume de fioul perdu est estimé par l'exploitant à ce stade à 33 m³ ;

CONSIDÉRANT que le fioul est notamment classé toxique pour les organismes aquatiques et présente des dangers pour l'homme ;

CONSIDÉRANT qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, conformément à l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les circonstances d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du titre I du livre V du Code de l'environnement, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts cités à l'article L. 511-1 dudit code ;

CONSIDÉRANT que le caractère d'urgence ne permet pas une présentation en commission départementale consultative, en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société SMFF dont le siège social se trouve route de Chazeuil à FONTAINE-FRANCAISE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux mesures d'urgence du présent arrêté pour l'exploitation de son site de FONTAINE-FRANCAISE, route de Chazeuil.

Les études et travaux réalisés en application du présent arrêté doivent être menés conformément aux dispositions de la norme NF X 31-620.

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DE L'IMPACT DU SITE ET GESTION "SUR SITE"

2.1. État des lieux

Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de fioul sur le(s) milieu(x) (air, eaux souterraines et de surface, sol, sous-sol), l'exploitant réalise une étude de caractérisation du site et de son environnement comprenant a minima les étapes suivantes :

- une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques, météorologiques, aspects réglementaires propres au site,...) ;
- une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants et les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ;
- un diagnostic des milieux comprenant a minima :
 - en ce qui concerne la phase documentaire : le recueil des données existantes sur l'état des milieux, le recensement des points de prélèvement, d'échantillonnage permettant de procéder au contrôle de l'état des milieux, la localisation des lieux potentiellement pollués,
 - en ce qui concerne les campagnes de mesures sur le terrain : la détermination de la nature et teneurs en polluants, issus du déversement accidentel de fioul, dans les milieux, l'extension horizontale et verticale des zones impactées, l'étude analytique de la vulnérabilité des milieux visant à caractériser (propriétés physico-chimiques, hydrogéologiques, météorologiques,...) les milieux de transfert et les milieux d'exposition.

Les résultats sont représentés sous forme de schémas conceptuels (bilans factuels de l'état du site). Les résultats des analyses pour les milieux caractérisés sont comparés à l'état initial du site lorsqu'il a été élaboré. Ils sont aussi comparés, pour les sols, au fond géochimique local exempt de toute pollution industrielle ou anthropique, et pour les autres milieux, à des valeurs de gestion réglementaires définissant le niveau de risques accepté par les pouvoirs publics pour l'ensemble de la population (ex : valeurs fixées par l'Organisation Mondiale de la Santé, valeurs fixées par le décret eau potable, valeurs fixées par le SDAGE, valeurs pour la qualité de l'air ambiant, valeurs pour les denrées alimentaires, etc.).

2.2. Plan de gestion

Au vu des conclusions de l'étude de caractérisation du site et de son environnement visée à l'article 2.1 ci-dessus, l'exploitant propose un **plan de gestion** du site ou apporte les éléments justifiant de son absence.

L'objectif du plan de gestion du site est de définir les opérations de traitement à réaliser afin de réduire au maximum les contacts entre les sources de pollution et les personnes susceptibles de fréquenter les terrains dans le cadre de leur utilisation actuelle ou envisagée. Ce plan de gestion est établi en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de construction actives ou passives, confinement, surveillance, etc.) sur la base d'un bilan coûts - avantages. Dans tous les cas, les possibilités de suppression des sources de pollution ponctuelles ou des « points chauds » sont présentées.

2.3. Analyse des risques résiduels

Si les mesures de gestion envisagées sur le site ne permettent pas de supprimer tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant réalise une évaluation quantitative des risques sanitaires sur les expositions résiduelles. Cette évaluation est également requise dans le cas où aucune valeur de gestion réglementaire sur les milieux d'exposition n'est disponible. Dans ce cadre, le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié.

Un processus itératif de modification du plan de gestion suivie d'une évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels est conduit jusqu'à la définition des mesures de gestion permettant de rendre compatible l'état du site et des milieux avec leurs usages.

ARTICLE 3 : IDENTIFICATION DE L'IMPACT DU SITE ET GESTION "HORS SITE"

3.1. État des milieux

En cas d'impact révélé ou suspecté hors du site, l'exploitant réalise une démarche d'interprétation de l'état des milieux. L'objectif principal de cette démarche est de connaître, d'une part, les usages réels des milieux et d'autre part, les modes plausibles de contamination.

Pour cela, l'identification de l'état des milieux basée autour d'un schéma conceptuel (bilan factuel de l'état des milieux) consiste en la réalisation a minima des trois étapes précisées à l'article 2.1. ci-dessus. Cette identification s'appuie si possible sur la mesure analytique des milieux (milieux sources et milieux d'exposition) et est complétée en tant que de besoin par des modélisations ayant pour objet d'orienter la recherche des zones impactées.

Les résultats des analyses pour les milieux caractérisés sont comparés à l'état initial du milieu considéré lorsqu'il a été élaboré. Ils sont aussi comparés, pour les sols au fond géochimique local exempt de toute pollution industrielle ou anthropique, et pour les autres milieux, aux valeurs de gestion réglementaires citées à l'article 2.1 ci-dessus.

3.2. Évaluation quantitative des risques sanitaires

Si une incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages est suspectée ou identifiée à l'issue de la démarche d'identification de l'état des milieux visée à l'article 3.1 ci-dessus et en particulier si les analyses montrent que certains milieux d'exposition présentent des teneurs supérieures aux valeurs de gestion réglementaires précitées, l'exploitant réalise une évaluation quantitative des risques sanitaires. Le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié. Cette évaluation est également requise dans le cas où aucune valeur de gestion réglementaire sur les milieux d'exposition n'est disponible.

3.3. Plan de gestion

Si l'évaluation quantitative des risques sanitaires visée à l'article 3.2 ci-dessus confirme l'incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages, l'exploitant établit un plan de gestion devant identifier les différentes options de gestion possibles des milieux impactés (excavations de tâches de contamination concentrées, recouvrement, restrictions d'usage, surveillance ...) sur la base d'un bilan coûts - avantages.

Un processus itératif de modification du plan de gestion suivie d'une évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels est conduit jusqu'à la définition des mesures permettant de rendre compatible l'état des milieux avec leurs usages.

ARTICLE 4 : CONTRÔLE DES MILIEUX

4.1. Cas général

Sauf dans les cas où la réalisation du plan de gestion du site, appuyé le cas échéant par l'évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels, permet de justifier de l'absence d'impact sur les milieux à l'issue des démarches visées aux articles 2 et 3 ci-dessus, l'exploitant propose et met en œuvre un programme de surveillance des milieux. Pour chacun des milieux surveillés, le choix des paramètres et fréquences d'analyses est préalablement soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu de présenter un bilan quadriennal des résultats de ce programme de surveillance accompagné de tout commentaire utile à leur compréhension et indiquant les évolutions constatées, et comportant les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer le plan de gestion établi conformément aux articles 2 et 3 ci-dessus,
- réexaminer les modalités du programme de surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

4.2. Cas particulier des eaux souterraines

Indépendamment des démarches entreprises selon les articles 2 et 3 ci-dessus, l'exploitant est tenu d'assurer un contrôle de la qualité des eaux souterraines, sauf dans le cas où il serait démontré que ce milieu demeure invulnérable.

4.2.1. Réalisation de forages en nappe

Lors de la réalisation d'un forage en nappe (surveillance ou prélèvement d'eau), toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

4.2.2. Surveillance des eaux souterraines

A – Réseau et programme de surveillance

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant implante plusieurs points de surveillance des eaux souterraines dont le nombre (au moins égal à trois, dont un en amont) et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, transmise pour avis à l'inspection des installations classées. Cette étude définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.2.1. du présent arrêté.

L'exploitant fait inscrire le ou les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'accident survenu et de l'activité de l'installation, ainsi que les fréquences d'analyses, sont déterminés au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique. Chaque paramètre de suivi est désigné par son nom usuel et son code SANDRE, s'il existe.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

B – Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site (lorsque le traçage est possible : au minimum, trois piézomètres (un amont, deux aval) pour réaliser une carte piézométrique).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

4.2.3. Analyse et transmission des résultats

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles, accompagnés de commentaires, dans le mois qui suit leur réalisation.

ARTICLE 5 : ECHEANCIER

L'exploitant devra dans un délai de 2 mois déterminer s'il existe une migration horizontale de la pollution.

a - Dans le cas où la migration horizontale est confirmée, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2.1 : 2 mois
- article 2.2 : 3 mois
- article 2.3 : 3 mois
- article 3.1 : 2 mois
- article 3.2 : 3 mois
- article 3.3 : 3 mois
- article 4.1 : 3 mois

b - Dans le cas où la migration horizontale n'est pas confirmée à ce stade, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2.1 : 6 mois
- article 2.2 : 7 mois
- article 2.3 : 7 mois
- article 4.1 : 2 mois pour les eaux souterraines (en fonction des résultats des investigations prévues par l'article 3 pour les autres milieux)

L'exploitant réalisera une analyse mensuelle afin de s'assurer que la pollution n'a pas migré horizontalement, en cas de migration, l'alinéa a s'appliquera à compter de la date des résultats d'analyse. Les conclusions des analyses mensuelles seront transmises à l'inspection.

Les prescriptions relatives aux autres articles s'appliquent dans les conditions spécifiques mentionnées par ceux-ci (délais, résultats préalables, ...).

ARTICLE 6 : SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré aux présentes prescriptions à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 – PUBLICATION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SMFF.

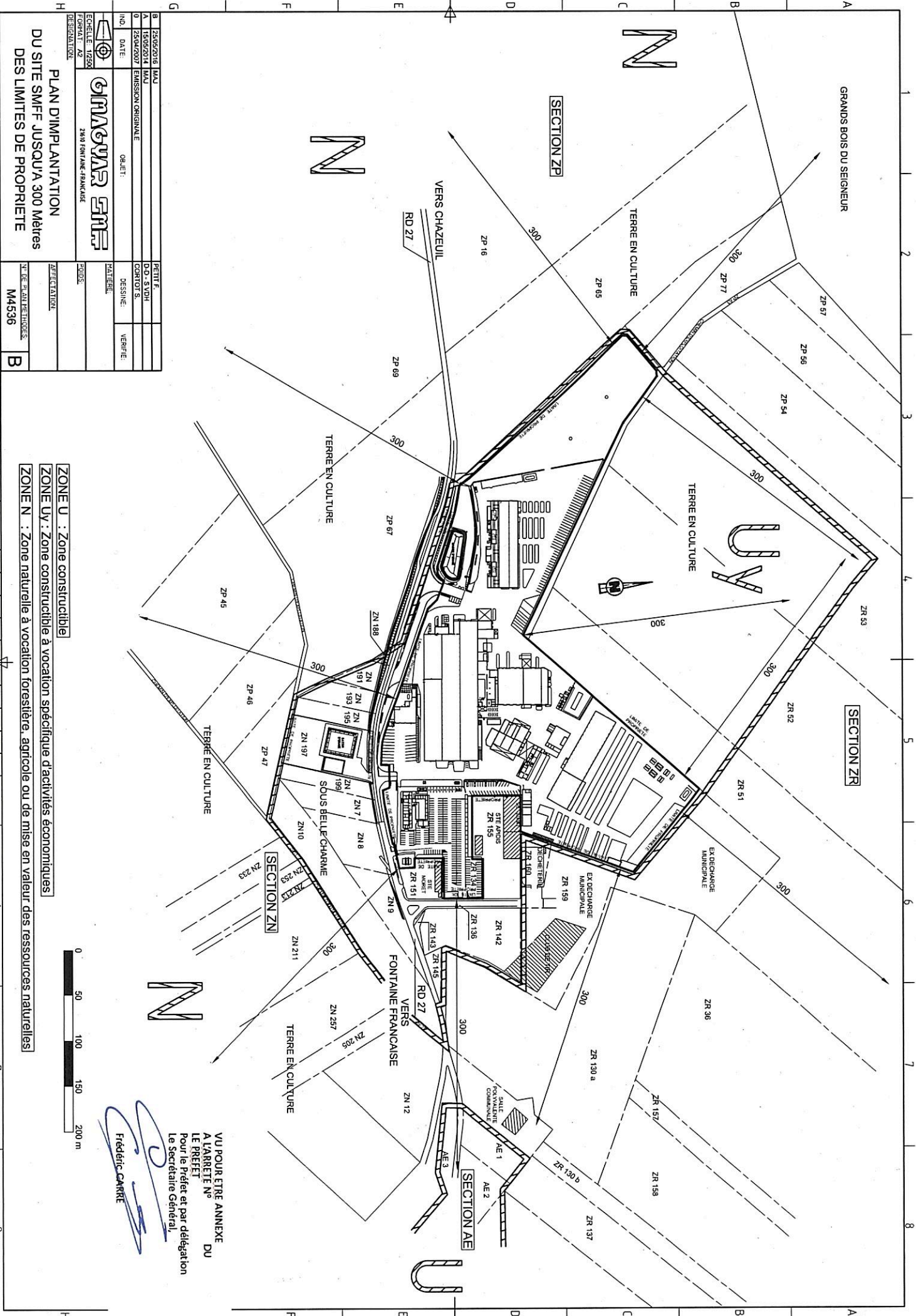
ARTICLE 10 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de Fontaine-Francaise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

LE PREFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Frédéric CARRE', is written over a horizontal line.

Frédéric CARRE



35062006		IMJ	PROJET F
16062014		IMJ	PROJET F
25062007		EMISSION ORIGINALE	PROJET F
DATE		OBJET	PROJET F
DATE		DESSINE	VERBIE
DATE		MATIERE	VERBIE
ECCELLE 17250		PROJET F	PROJET F
FORNAT 12		PROJET F	PROJET F
DESIGNATION		PROJET F	PROJET F
PLAN D'IMPLANTATION		PROJET F	PROJET F
DU SITE SMFF JUSQU'A 300 Mètres		PROJET F	PROJET F
DES LIMITES DE PROPRIÉTÉ		PROJET F	PROJET F
M4536		PROJET F	PROJET F
B		PROJET F	PROJET F

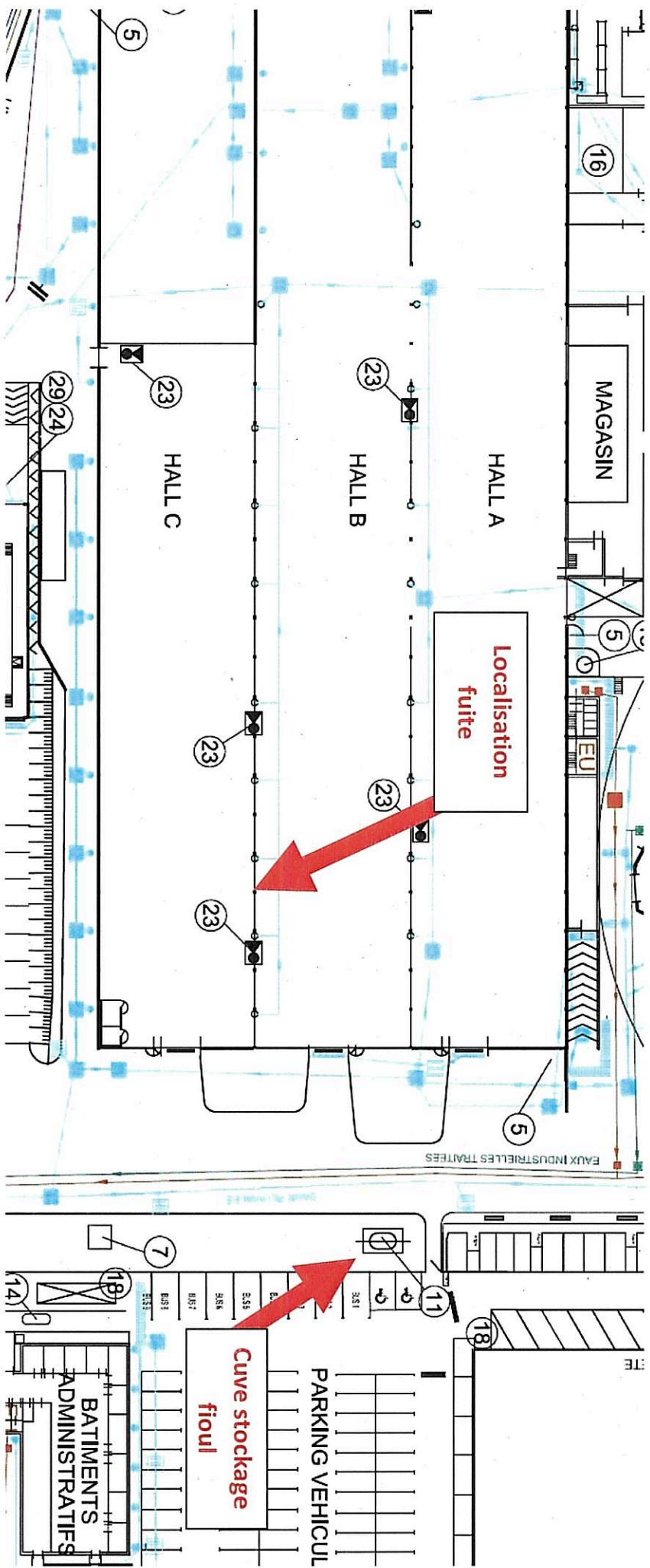
ZONE U : Zone constructible

ZONE Uy : Zone constructible à vocation spécifique d'activités économiques

ZONE N : Zone naturelle à vocation forestière, agricole ou de mise en valeur des ressources naturelles

VU POUR ETRE ANNEXE
A L'ARRETE N°
LE PREFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général.

Frédéric CARRE



Extrait du plan d'implantation M4537
 SMFF le 22/11/2022 – S. VANDERHAEGEN

VU POUR ETRE ANNEXE
 A L'ARRETE N°
 DU
 LE PREFET
 Pour le Préfet et par délégation
 Le Secrétaire Général,
 Frédéric CARRE